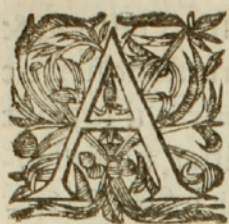




*RAISONS POUR SOUSTENIR L'ESTAT
présenté au Roy & à Nosseigneurs de son Conseil, par les crean-
ciers de M^e François Sabathier, de l'exécution des Traitez,
par luy faits avec sa Majesté; & iustifier que ce qui leur est deub,
est entre les mains de sadite Majesté.*



V PAR AVANT que de venir à la discussion du fait dont il s'agit, lesdits creanciers representent que ce n'est pas sans raison que chacun blasme ledit Sabathier, mais que personne n'en dit la veritable cause, qui est, d'auoir osé entreprendre de fournir au Roy plus de quarente millions de liures en vn an, sans diminuër le fond des Finances de sa Majesté, en vne saison tres-difficile & sterile, au fort de la guerre, & lors que tous les droicts du Roy n'estoient en aucun commerce: Et neantmoins il a eu le bon-heur d'y satisfaire, bien qu'il n'eust ny les biens ny le credit proportionnez à son entreprise: n'ayant encores fait que deux Traitez au Conseil, l'vn de cinq cens huit mil huit cens liures, pour les Tresoriers, Payeurs, Controlleurs & Commissaire de la Compagnie de Genfd'armes du Roy: l'autre de trois cens dix mil liures, pour l'heredité des Receueurs des Tailles & Taillon de Languedoc: Lesquels Traitez ne le pouuoient pas mettre en estat d'en faire vn à la fin de l'année mil six cens trente-huit, de vingt-quatre millions de liures pour les Taxes de confirmation d'heredité, & les Offices de Receueurs Particuliers des Paroisses, auxquels furent annexez les Procureurs Syndics, & les Intendans des Elections, pour deux millions de liures, reuenant le tout à vingt six millions. Somme prodigieuse pour vn seul Traitté, & qui n'a pas son exemple dans le Conseil. Et ce qui est à remarquer pour la descharge des creanciers dudit Sabathier (sur ce qu'on les pourroit blasmer, de luy auoir presté des sommes si immenses) est que ledit Conseil ne l'auoit obligé de prendre des Associez solubles, ny de donner caution tant pour ledit Traitté, que pour les autres qu'il a fait depuis, ainsi qu'il se pratique ordinairement pour de bien moindres: D'où il faut necessairement inferer, que le Conseil prenoit son entiere assurance de la bonté desdits Traitez, puis qu'il auoit assigné sur les payemens qui en deuoient prouenir, les plus importantes despeses du Royaume, en vn temps où l'on peut dire, qu'à faute d'y satisfaire, il y auoit lieu d'apprehender que les ennemis de l'Estat s'en preualussent, & en tirassent quelque notable auantage.

Depuis la rupture de la paix, les frais de la guerre n'ont point esté si excessifs qu'és années mil six cens trente-neuf, quarente & quarente vn, qui sont celles pendant lesquelles il a fourny ausdits frais: pour s'acquitter dignement desquels, il n'a point fait de difficulté d'emprunter à toutes conditions, dans l'esperance de satisfaire à tout par l'exécution de ses



Traitez, qui se montent depuis la fin de ladite année 1638. iusques au 16 Decembre de l'année ensuiuante, à près de soixante millions de liures, y compris le prest de neuf millions. Ce qui donne sujet ausdits créanciers de supplier tres-humblement le Conseil de faire reflectiō sur la consequence des seruices rendus à l'Estat par ledit Sabathier, ou plustost par ses creanciers sous son nom (puisque de son chef il n'a pas esté en pouuoir de fournir des sommes approchantes de celles qu'il a payées en execution desdits Traitez,) & les considerant comme presens, auoir agreable de les faire iouir de tous les aduantages que leur donnent lesdits Traitez, & sur lesquels ledit Sabathier s'est fondé pour faire les emprunts dont il est aujourd'huy redevable. N'estant pas raisonnable que ceux qui luy ont donné moyen de secourir si à propos & si puissamment l'Estat, sur l'assurance de l'entiere confiance que le Roy prenoit en luy par lesdits Traitez qu'il a executez de sa part, & par les payemens qu'il faisoit iournellement tant à l'Espargne qu'à diuers particuliers, demeurent accablez sous sa cheute, qui ne seroit pas arriuée, si le Roy eust aussi de sa part fait alors entretenir & executer lesdits Traitez : Qui est ce que lesdits creanciers demandent à present, & soustiennent, sous correction, que par ce moyen il se trouuera de quoy acquitter toutes les debtes dudit Sabathier, & empescher la ruine de plus de deux cens familles interessées en son desordre.

*Traité
des Offices
de la Com-
pagnie de
Gens d'ar-
mes du
Roy.*

*Payé sur ce
Traité, vy.
mil xxxi. liu.
xix. sols, plus
qu'il ne de-
uoit.*

Au mois de Ianuier mil six cens trente-huict, ledit Sabathier traitta, à la remise du sixième & deux sols pour liure, de la creation de trois Offices de Tresoriers, Payeurs & Controlleurs de la Compagnie des Gens d'armes du Roy, d'un Office de Commissaire à la conduite de ladite Compagnie, & de plusieurs autres Offices mentionnez audit Traité, moyennant la somme de cinq cens huict mil huict cens liures, pour lequel Traité il a payé tant à l'Espargne, que pour les taxations du Tresorier des Parties Casuelles, Espices de Messieurs de la Chambre des Comptes, & façon & reddition de compte, la somme de quatre cens soixante-cinq mil huict cens trente-vne liure treize sols, & fait reprise de la somme de cinquante mil liures, à laquelle monte la finance dudit Office de Commissaire à la conduite, compris audit Traité, & supprimé par Declaration du Roy, du

Tellement que la recepte que ce comptable fait à cause dudit Traité, n'estant que de cinq cens huict mil huict cens liures, & la despenſe de cinq cens quinze mil huict cens trente-vne liure treize sols, il s'ensuit qu'il a payé sept mil trente-vne liure treize sols plus qu'il ne deuoit.

*Traité de
l'heredité
des Rece-
ueurs des
Tailles &
Taillon de
Languedoc.*

Le vingt-septième du mesme mois & an, il traitta de l'heredité des Offices de Receueurs Particuliers des Tailles & Taillon de Languedoc, à la remise du sixième & deux sols pour liure, pour iouir d'une augmentation de gages, & autres droicts énoncez audit Traité, moyennant la somme de trois cens dix mil liures. Et au moyen des quittances & acquits de l'Espargne qu'il rapporte, des taxations par luy payées au Tresorier des Parties Casuelles, espices de Messieurs de la Chambre des Comptes,

façon & reddition de compte, & d'une reprise de la somme de quinze mil liures, il se iustifie qu'il a payé trois cens vingt-cinq mil six cens soixante & dix-sept liures, & par consequent quinze mil six cens soixante & dix-sept liures plus qu'il ne deuoit. Laquelle reprise luy doit estre alloüée, attendu que lefdits Officiers ayans esté faits hereditaires au commencement de l'année mil six cens trente-huict, & payé peu de iours auparavant le Prest & Annuel de leurs Offices, ils obligerent ledit Sabathier d'en prendre les quittances pour argent comptant sur ladite taxe d'heredité, autrement le Roy auroit tiré double finance en vn mesme temps, pour vne mesme chose.

*doc, & augmen-
tation de
gages.*

*Payé sur ce
Traitté, xv.
mil vi. cens
lxxvij. liures
plus qu'il ne
deuoit.*

Le vingt-septième iour de Novembre de ladite année 1638. ledit Sabathier traitta avec le Roy, de la propriété des Offices hereditaires en chacune Paroisse, d'un Receueur particulier des Tailles, Taillon, menus droicts, & de toutes autres natures de deniers (fors de la Subsistence) qui se leuent sur les contribuables, tant pour la Majesté que pour les affaires particulieres des Paroisses, dans l'estenduë des ressorts des Cours des Aydes de Paris, Roüen, Caën, Clermont-ferrand & Bordeaux, à condition que les pourueus ou commis ausdits Offices iouïroient de l'exemption de toutes Tailles, & de l'attribution d'un sol pour liure de toutes les impositions des natures de deniers cy-dessus exprimées.

*Traitté des
Receueurs
des Tailles
en chacune
Paroisse,
des Taxes
de confir-
mation d'he-
redité, des
Syndics
des Parois-
ses, & In-
tendants
des Ele-
ctions.*

Comme aussi du recouurement des Taxes de confirmation d'heredité payables par tous les Propriétaires des Offices hereditaires, en suruiuance & domaniaux, & par tous autres Officiers ayans gages, droicts, attributions ou taxations hereditaires, moyennant la somme de vingt-quatre millions de liures, à la remise du fixième & deux sols pour liure.

Il promit par le mesme Traitté de faire valoir la propriété des Offices de Syndics des Paroisses, & Intendant en chacune Election, sans autre attribution certaine que l'exemption des Tailles, la somme de deux millions de liures.

Ce Traitté estant tres-confiderable par son prix, deuoit estre suiuy d'une execution tres-auantageuse: Elle a esté plus que parfaite de la part dudit Sabathier, & entierement interrompuë de celle du Roy, ainsi qu'il se verra par la suite de ce discours, & que cette inexécution a esté la cause de la ruine totale tant dudit Sabathier que de ses creanciers.

Iamais Traitté ne fut muny de plus de seuretez & precautions pour le Traittant. Par le dix-neufième article, ledit Sabathier estoit obligé de payer ladite somme de vingt-quatre millions: Sçauoir, quatre cens mil liures dans le quinzième de l'auier 1639. pareille somme de quatre cens mil liures dans le quinzième Feurier ensuiuant, & sept millions deux cens mil liures en cinq payemens égaux, de quatorze cens quarente mil liures chacun, dans le reste de ladite année, de deux en deux mois: cinq millions trois cens trente-trois mil trois cens trente-trois liures six sols & huict deniers, en quatre payemens égaux, dans l'année mil six cens quarente; & deux millions six cens soixante-six mil six cens soixante-six liures treize sols & quatre deniers, aux deux premiers quartiers de l'année 1641. reue-

nant toutes lesdites sommes à seize millions de liures. Pour le surplus desdits vingt-quatre millions, montant huit millions de liures, sa Majesté luy remit six millions quatre cens mil liures pour le sixième & deux sols pour liure, & s'obligea de prendre en payement pour les seize cens mil liures restans, des rentes sur les Tailles au denier dix-huit, iusques à pareille somme.

Tous lesquels payemens se deuoient faire à proportion des verifications esdites Cours des Aydes, de l'Edict portant creation desdits Offices de Receueurs particuliers, suiuant l'eualuation contenuë audit Traitté. Mais ledit Edict n'ayant esté verifié qu'en la Cour des Aydes de Paris, les payemens ne deuoient estre que de vnze cens soixante-sept mil deux cens soixante & quinze liures, & non de quatorze cens quarente mil liures: Le surplus demeurant en reste, à faute d'auoir ledit Edict esté verifié es autres Cours des Aydes susdites. Mais au lieu de retrancher lesdits payemens, il se iustifie par l'estat présenté, que ledit Sabathier auoit payé auant la fin de l'année 1639. la somme de sept millions quatre cens trente-trois mil quatre vingts douze liures, & il ne deuoit que six millions six cens trente-six mil trois cens soixante & quinze liures. Partant il auoit payé sept cens soixante-sept mil dix-sept liures plus qu'il ne deuoit en ladite année.

Et neantmoins il se trouue qu'en la mesme année, & dès le mois de Iuillet, contre la foy dudit Traitté, par lequel le Roy promet de n'innouer aucune chose au prejudice desdits Offices de Receueurs particuliers des Paroisses, sa Majesté reuoqua l'exemption des Tailles à eux attribuée, qui estoit ce que l'on estimoit d'auantage esdits Offices: Et le Conseil voyant que ledit Sabathier estoit disposé à tout souffrir, par autre Arrest du dix-neufième iour de Nouembre ensuiuant, il supprima entierement lesdits Offices. Ce qui ne deuoit estre fait, puis qu'il n'estoit en demeure de payer, ains (comme dit a esté) en auance; & que si dans ledit Traitté lesdits Offices de Receueurs n'eussent esté compris, il ne se seroit obligé de payer en ladite année pour le seul Traitté des Taxes de la confirmation d'heredité (qui n'auoit aucune iouissance, & dont le recouurement ne pouuoit pas estre fait en six années, puis qu'à present il s'en faut plus du tiers qu'il ne soit parfait) plus de deux millions de liures, au lieu de ladite somme de sept millions quatre cens & tant de mil liures. Ou si cette suppression estoit si necessaire & importante à l'Estat, elle ne pouuoit en Iustice estre faite, qu'en donnant par sa Majesté audit Sabathier, vn fond de pareille valeur à la finance desdits Offices, qui estoit de douze millions de liures en principal, & qui produisist vne semblable iouissance, qui a esté estimée par ledit Arrest de suppression, à la somme de quatre millions de liures.

Par le mesme Arrest le Conseil luy fit iustice sur le premier chef, qui concerne le principal, en ordonnant que la somme de douze millions de liures seroit leuée & imposée sur les Paroisses contribuables aux Tailles, en quatre années consecutiues, pour estre tous les acquereurs desdits

Offices de Receueurs particuliers remboursez de leur finance, montant ensemble à pareille somme de douze millions de liures : Mais sur le second chef, qui regarde les iouissances, il n'en fut fait aucune mention, bien qu'elles ne fussent pas moins deües que le principal, puis qu'elles faisoient la plus considerable & importante partie dudit Traitté, lequel (lors que ledit Arrest fut rendu) auoit esté plus qu'exécuté de la part dudit Sabathier.

C'est pourquoy lesdits creanciers, qui sont au lieu & droicts dudit Sabathier, supplient tres-humblement le Conseil de leur accorder à present ce qu'ils eussent alors demandé avec fondement de iustice, & qui ne leur pouuoit estre desnié, s'ils eussent defendu leur interest, comme ils font auourd'huy, qui est, d'auoir agreable qu'il leur soit tenu compte desdites iouissances, à la charge de les diminuer par chacune desdites quatre années, à proportion de ladite imposition.

Elle est de douze millions de liures, & les iouissances ont esté estimées par le Conseil à quatre millions. Sur ce pied il seroit raisonnable de ne diminuer par chacune desdites quatre années, lesdites iouissances, qu'au fur & à mesure de la recepte du principal : & neantmoins (dautant que le Conseil, de la mesme autorité qu'il a supprimé lesdits Offices de Receueurs particuliers, a fait faire le recouurement de ladite imposition de douze millions de liures au profit du Roy, bien qu'elle deust appartenir audit Sabathier) lesdits creanciers (pour indemniser sa Majesté des frais qui ont pû estre faits pour raison dudit recouurement) demeurent d'accord que ladite diminution se fasse au commencement de chaque année, & par ainsi, de ne compter que trois millions pour les iouissances de la premiere année 1640. deux millions pour la seconde 1641. vn million pour la troisiéme 1642. & pour la quatriéme 1643. de se contenter du principal.

Suiuant cette supposition, qui est tres-iuste & tres-veritable, il se void que lesdits creanciers sont bien fondez, de soustenir que les Seize millions de liures qui deuoient reuenir comptant à sa Majesté dudit Traitté de Vingt-quatre millions, sont entrez reellement, & non pas en imagination, en son Espargne, sans que le desordre des affaires dudit Sabathier en ait rien diminué : Au contraire, au moyen de partie de ladite imposition; de celle de trois millions de liures, qui a esté faite outre les douze millions, pour parfaire ce qui manquoit à la confirmation d'heredité, & des Traitez qui ont esté faits au profit de sadite Majesté, des Taxes de confirmation deües par les Payeurs des Rentes, les Officiers des Decimes, ceux de l'Appennage de Monseigneur le Duc d'Orleans, des Mareschaussées, de Bretagne & autres distraits du Traitté general, il se trouuera que ledit Traitté a fait venir aux coffres du Roy, en deniers comptans, plus de Huiet millions au delà des Seize qu'il deuoit produire.

Et cependant, sa Majesté executant de sa part ledit Traitté aussi exactement qu'il a esté de celle dudit Sabathier, il sera iustificié qu'il est deu audit Sabathier, plus que ne monte la finance desdits Offices de Rece-

ueurs esteints & supprimez. Qui est la veritable origine d'où procede l'impuissance où il se trouue de satisfaire aux payemens des sommes immenses qu'il a empruntées, dans les interets desquelles il a confondu ce qu'il esperoit de benefice des affaires qu'il entreprenoit pour le service du Roy, se contentant de la gloire de bien servir & obeir à tout ce qui luy estoit prescrit de la part du Conseil, & mesprisant les hazards qu'en ce faisant il couroit de perdre l'honneur & les biens. Ce fut par cet esprit qu'il consentit la reuocation de l'exemption des Tailles attribuée ausdits Offices de Receueurs particuliers, & en suite la suppression, Qu'il laissa demembrer du Traitté des Taxes de la confirmation d'heredité, les Receueurs des Decimes, les Payeurs des Rentes, les Officiers de l'Appannage de Monseigneur le Duc d'Orleans, ceux de Bretagne & des Mareschaussées & autres, sur tous lesquels lesdites Taxes estoient plus exigibles. Par le mesme esprit il ne fit aucune plainte quand on crea les Greffiers alternatifs & triennaux, quoy que cette creation fust contraire aux Articles de son Traitté; estant nommément porté par le quatorzième, Qu'il ne seroit fait à l'aduenir aucune taxe sur les Officiers compris en iceluy, qui pût en interrompre l'execution. (Ce qui osta aux anciens Greffiers la volonté & le pouuoir de payer leurs Taxes, qui se montoient à plus de deux millions de liures.) Il ne se plaignit non plus du retranchement d'un quartier des gages des Officiers sujets à ladite confirmation: Et neantmoins toutes ces reuocations, suppressions, descharges & innouations absolument contraires aux termes dudit Traitté, ayans affoibly entierement le recouurement desdites Taxes, & osté les deniers plus exigibles qui pouuoient servir au remboursement de partie de ses aduances, ont esté l'escueil contre lequel ledit Sabathier a fait naufrage, & la cause de sa ruine, qui eust esté inéuitable aux plus puissantes bourses de Paris.

On objecte que cette ruine prouient des profusions excessiues d'interets faits par ledit Sabathier, & non de l'interruption desdits Traittez de la part de sa Majesté; & que d'ailleurs celuy des Vingt-quatre millions estant par trop prejudiciable aux affaires du Roy, & trop aduantageux audit Sabathier, il y a eu lieu d'en arrester l'execution.

A quoy l'on respond en vn mot, Que ledit Sabathier ayant à fournir de son chef, sans le secours d'aucun associé, des sommes telles qu'il estoit obligé de payer par ses Traittez, il ne luy estoit pas possible d'y paruenir, qu'en faisant des remises aussi immenses & extraordinaires que ses Traittez. Qu'il ne peut pas estre accusé de mauuais mesnage, s'il n'a pas plus donné de gain que ses Traittez luy en deuoient produire; & que sans de tels aduantages, il n'eust iamais disposé des bourses des particuliers, auxquels il faisoit entendre qu'il n'estoit qu'une personne interposée entre le Roy & eux, & que sa Majesté tirant d'une main des secours extraordinaires, tant par les Taxes qu'elle ordonnoit estre faites sur les Officiers & Aisez, que par les nouvelles impositions, subsides, & reculement du payement des rentes, elle leur rendoit par la sienne ce qui sembloit leur

estre osté, mais qui par son moyen ne l'estoit pas en effet. Et que par son entremise trouuans mesme plus de benefice que de perte, il leur arriuoit ce qui aduient à la terre, à qui le Soleil n'enleue ordinairement ses vapeurs que pour la rendre plus fertile. Ce sont les raisons sur lesquelles la plus-part se sont fondez pour luy donner des rentes ou de l'or leger, que la seule volonté du Prince auoit presque ancanty en vn instant: Ce que neantmoins ils n'eussent fait, si les Traitez par luy faits, & principalement celuy des Vingt-quatre millions, n'eussent esté accompagnez des conditions que l'on nomme aujourd'huy trop aduantageuses: mais qui ne pouuoient pas estre moindres, si l'on considere que ledit Traitté estoit composé d'Offices, qui ne pouuoient pas estre debitez à cause de la suppression des droicts alienez nouuellement faite; & des Taxes de confirmation, qui n'estoient exigibles (ainsi qu'il a esté cy-deuant prouué) que par vne longue suite d'années.

On ne peut non plus dire, que ledit Traitté ait esté prejudiciable aux affaires de sa Majesté, puisqu'il a esté iustifié cy-dessus, qu'il en est entré plus de vingt-quatre millions de liures comptant en ses coffres.

Il reste maintenant à faire voir, que ledit Sabathier n'auoit pas si mal pris ses mesures, ny tant fait de profusions, qu'il ne luy puisse rester, ses Traitez executez, dequoy payer ses debtes, subsister & seruir plus puissamment que iamais.

Pour l'éclaircissement de ce poinct, lesdits creanciers representent que ledit Sabathier fait recepte par son estat, à cause dudit Traitté des Receueurs particuliers, & des Taxes de la confirmation d'heredité, de la somme de Vingt-quatre millions de liures, & despenfe de la somme de Trente-~~sept~~^{six} millions trois cens trente-huict mil huit cens trente liures: Sçauoir, de Treize millions six cens vingt-neuf mil huit cens trente liures, contenus és quittances & billets de l'Espargne: de Seize cens mil liures pour les rentes que le Roy s'estoit obligé de prendre par ledit Traitté, desquels il se charge en recepte: de Cent neuf mil liures pour les taxations du Tresorier des Parties Casuelles, espices de Messieurs de la Chambre des Comptes, façon & reddition de compte: de la somme de Trois millions de liures, à laquelle le Conseil a réglé le manquement de fond de ladite confirmation, à cause desdites descharges: de la somme de Douze millions de liures, à quoy se monte l'imposition accordée pour le remboursement desdits Receueurs particuliers, dont le recouurement a esté fait au profit de sa Majesté; & de la somme de Six millions de liures pour lesdites iouissances. Reuenans toutes lesdites sommes couchées en la despenfe dudit Traitté, ausdits Trente-~~sept~~^{six} millions trois cens trente-huict mil huit cens trente liures: Et la recepte ne monte qu'à ladite somme de Vingt-quatre millions de liures. Partant a esté payé sur ce Traitté ~~Douze~~^{Douze} millions trois cens trente-huict mil huit cens trente liures plus qu'il n'estoit deu: laquelle somme est plus que suffisante pour acquitter ledit Sabathier, qui ne doit pas au Roy ou aux particuliers, Douze millions de liures.

*Payé sur ce
Traitté xij. mil-
lions iij. cens
xxxviij. mil viij.
cens xxx. liures
plus qu'il n'estoit
deu.*

Pour le payement de laquelle somme, lesdits creanciers offrent de reprendre les Offices de Receueurs particuliers des Paroisses, en retranchant seulement d'iceux l'exemption de Tailles, puis qu'elle a esté jugée si prejudiciable aux affaires du Roy; & accordant au lieu d'icelle, tel desdommagement qu'il plaira à sa Majesté: si mieux n'aime sadite Majesté, executant ledit Arrest du dix-neufième Novembre 1639. ordonner que ceux auxquels les Quittances de finance & Contracts desdits Offices auront esté ou seront cy-apres deliurées pour payement de leur deub, seront remboursez de la finance contenue ausdites Quittances & Contracts. Ce qui se trouuera d'autant plus raisonnable, que quand mesmes le Roy n'auroit promis par vn Arrest si exprés, de faire ledit remboursement, quelque suppression qu'il suruienne, il y est tousiours obligé.

*Traitté des
Syndics des
Paroisses &
Intendans
des Elections.*

Le Traitté des Syndics & Intendans des Elections, qui fut annexé à ce luy des Receueurs particuliers, & de la confirmation d'heredité, pour deux millions de liures, n'a pas esté moins dommageable aux affaires dudit Sabathier: Il ne luy fut accordé que le sixième & deux sols pour liure de remise; & apres l'auoir gardé deux ans, n'en trouuant aucun debit, à cause du descry des droicts de sa Majesté, il fut contraint de vendre les Offices de Syndics au Sieur Garnier, au tiers de remise, avec terme d'un an pour le payement: & pour les Intendans des Elections, qui n'auoient que l'exemption des Tailles qui les pût mettre en commerce: la reuocation d'icelle estant suruenue, il en est demeuré surchargé, ou plustost les creanciers. C'est pourquoy lesdits creanciers soustiennent qu'ils sont bien fondez d'en demander le remboursement, qui se monte à la somme de cinq cens mil liures, avec l'interest d'icelle depuis la reuocation de ladite exemption: Pour raison de quoy, & du desdommagement qu'ils ont droit de pretendre à cause de la perte qui a esté soufferte sur lesdits Offices de Syndics, prouenuë pareillement de la suppression de ladite exemption, dont lesdits Syndics iouissoient en partie, ils employent quatre cens mil liures en la despenſe du present Traitté, laquelle despenſe se monte en tout, y compris lesdits remboursement & desdommagement, à deux millions huit cens quatre vingts dix-neuf mil quatre cens vingt-sept liures; & la recepte n'est que de deux millions de liures. Partant sera deu à ce comptable, pour auoir plus despensé que receu, huit cens quatre vingts dix-neuf mil quatre cens vingt-sept liures.

*La despenſe de
ce Traitté monte
viij. cens iiij.
vingts xix. mil
iiij. cens xxvij.
liures plus que la
recepte.*

Le dix-neufième de Ianuier de ladite année 1639. ledit Sabathier fit le Traitté des Taxes sur les Payeurs des Rentes, pour iouir de la confirmation d'heredité de leurs Offices, & d'autres attributions contenuës audit Traitté, moyennant neuf cens trente-cinq mil liures de forfait, à la remise du sixième & deux sols pour liure, & à condition de prendre par sadite Majesté des Contracts pour six mil liures de rente au denier dix-huit.

Sur lequel Traitté a esté despensé par ledit Sabathier, sept cens soixante onze mil deux cens vingt-six liures, dont a esté payé; ſçauoir, à l'Espargne, sept cens quarente-sept mil huit cens cinquante-deux liures

quinze

quinze sols & quatre deniers: Et pour les taxatiōs du Tresorier des Parties Casuelles, espices de Messieurs de la Chambre des Comptes, & façon & reddition de compte, vingt-trois mil trois cens soixante treize liu. x. sols.

Et dautant que la recepte de ce Traitté est de neuf cens trente-cinq mil liures, & la despenſe de sept cens soixante vnze mil deux cens vingt six liures v. sols seulement, sera redeuable ledit Sabathier de cent lxiii. mil vii. cens soixante xiii. liu. xv. sols. Duquel debet on ne s'estōnera, si l'on considere les grādes sommes desquelles il est en auance sur les autres Traittez.

Doit le Comptable sur ce Traitté clxiiij. mil viij. cens lxxiiij liures xv. sols.

Le iour de ledit Sabathier traitta de l'alienation des Imposts & billots de Bretagne, moyennant trois millions neuf cens mil liures: mais dautant que la vente en a esté faite par les Commissaires deputez par sa Majesté, & les deniers en prouenans mis es mains de M^e Sanguin, Receueur General des Estats de ladite Prouince, qui en doit compter: la mesme somme qui est employée en recepte, doit estre couchée en despenſe.

Traitté des Imposts & billots de Bretagne.

Le dix-septième iour d'Aoust de ladite année 1639. ledit Sabathier traitta des Taxes sur les Tresoriers de France, pour iouir de cinquante liures d'augmentation de gages, de la commutation de leurs espices, & autres droicts specifiez dans ce Traitté, moyennant douze cens mil liures, à la remise du huitième seulement.

Traitté des Taxes faites sur les Officiers des Bureaux des

Iamais Traitté ne fut plus ruineux, vne tres-petite partie des sujets ausdites Taxes a payé au tiers de remise, la plus grande à la moitié. & vne assez bonne partie aux deux tiers, apres vne despenſe pour le recouurement, qu'il se iustificeroit auoir absorbé toute la remise accordée au Traittant, s'il estoit receu à en compter: Il en est encores deu vne assez notable partie; & cependant, de tous les Traittez qu'il a faits, aucun n'a esté si punctuellement & diligemment executé de sa part. Ce qui porta feu Monsieur le Sur-intendant de Bullion à luy promettre cinquante mil liures de desdommagement, employez en reprise en la despenſe de ce Traitté, laquelle despenſe se monte à quatorze cens quarante-sept mil cinq cens soixante vne liure dix sols, en comptant les taxations du Tresorier des Parties Casuelles, espices de Messieurs de la Chambre des Comptes, façon & reddition de compte, y cōpris ladite reprise, & celle de cinquante mil deux cens trente-sept liures pour la iouissance des cinquante liures de gages attribuez ausdits Tresoriers de France, dont le Roy n'a fait aucun fonds, pour deux années, bien qu'il y fust obligé par le sixième article dudit Traitté, & encores celle de neuf mil cinq cens soixante-deux liures pour le huitième denier de la somme de soixante-six mil cinq cens liures, precomptée aux Tresoriers de France de Paris, pour les obliger à payer leursdites Taxes, sur lesquelles ledit Sabathier, qui en tient compte à sa Majesté, n'a eu aucune remise.

Finances.

Sur ce Traitté dont la recepte ne monte qu'à douze cens soixante seize mil cinq cens liures, & la despenſe quatorze cens quarante-sept mil cinq cens soixante vne liure, est deu à ce comptable cent soixante vnze mil soixante vne liure.

La despenſe de ce Traitté excède la recepte de clxxi. mil lxi. liu.

*Traité de
la deschar-
ge du prest
des Ele-
ctions.*

Le seizième Nouembre audit an, il fit le Traité de la descharge du Prest des Officiers des Elections, & autres attributions à eux accordées: ensemble de la creation des Offices de Greffiers alternatifs & triennaux des Greniers à Sel de la Ferme generale des Gabelles, & de celle de Lionnois & de cent mil liures de rente sur les cinq grosses Fermes, moyennant la somme de neuf millions huit cens quatre-vingt dix mil liures, à la remise du quart, & à la charge de prendre par sa Majesté en payement sur ladite somme, quarente-trois mil trois cens trente-trois liures six sols & huit deniers de rente.

Sur lequel Traité, il appert par les quittances du Sieur Tresorier de l'Espargne, n'auoir esté payé que six millions trois cens cinquante-deux mil cent quatre-vingt treize liures, & en Taxations, frais, espices & façon de compte, cinquante-six mil neuf cens soixante-six liures.

Mais il fait des reprises qui sont moins à contester que ce qui est contenu es quittances desdits payemens.

Premierement de la somme de huit cens deux mil quatre cens vingt-deux liures, au lieu de celle de sept cens vingt-mil liures, que le Roy par le dix-septiesme article dudit Traité ordonne estre prise desdits Officiers des Elections pour deniers comptans, en quittances du cinquiesme denier du prest & aduance par eux payées, en consequence de la Declaration de sa Majesté du sixième Octobre audit an 1639. attendu que lesdites quittances se sont trouuées monter à ladite premiere somme de huit cens deux mil quatre cens vingt-deux liures.

Plus de la somme de deux cens mil liures à laquelle a esté réglé le fonds qui deuoit estre fait pour rembourser les Officiers des Elections de l'auance par eux payée en l'année 1638. des six années de l'annuel.

Plus de la somme de quarente mil liures pour les iouissances d'une année des six deniers pour liure, attribuez aux Offices de Lieutenans Controllers Conseruateurs des Gabelles de Prouence, qui n'ont esté imposez, ny l'Edict de creation d'iceux verifié.

Plus de la somme de trois cens mil liures, tant pour le retranchement d'un quartier de la iouissance desdites rentes, qu'à cause de la diminution de la valeur du principal qui s'en est ensuiue.

Et de la somme de seize cens mil liures, pour pareille diminution du prix, que le retranchement du quartier & demy a apporté ausdits Offices, ayant esté impossible de les vendre qu'à proportion de cette diminution, d'autant que lors dudit retranchement il n'auoit encores peu debiter lesdits Offices.

*Est deu sur ce
Traité par le
Comptable, v.
c. xxxviij.
mil iij. c.
xix. liures.*

*Traité
des Rece-
ueurs des*

Toutes lesquelles reprises alloüées, ledit Sabathier ne sera redeuable sur ce Traité, que de la somme de cinq cens trente huit mil quatre cens dix-neuf liures, de laquelle somme compensation ne peut estre refusée sur les Traittez, dont la despenſe excède la recepte.

Le seizième de Decembre ensuiuant, ledit Sabathier traitta de la creation des Offices de Receueurs des Consignations, & Commissaires aux saisies reelles, alternatifs & triennaux, moyennant la somme de six mil-

lions de liures, à la remise du tiers. Mais quand elle eust esté de la moitié, *Consigna-* il n'eust laissé d'en souffrir vne notable perte, d'autant que lesdits Offices *tions*, & n'ayans aucune iouissance, & l'Edict n'en ayant esté verifié qu'au Parle- *Commissai-* ment de Paris, il a esté contrainct de les vendre à perte de plus de moi- *res aux sai-* tié de Finance, sans comprendre les frais qui se montent à des sommes *sies reelles.* immenses, lesquels ont esté faits pour essayer de les establir: Et ce qui luy est resté desdits Offices se trouue entre les mains d'aucuns de ses crean- ciers, qui n'en peuuent trouuer ny debit ny iouissance.

Sur ce Traitté, ledit Sabathier rapporte des quittances de l'Espargne, pour la somme de cinq millions trois cens cinquante mil liures, & em- ploye pour les Taxations, espices, frais & reddition de compte quaren- te-neuf mil soixante & seize liures.

Il fait reprise de quarente mil liures pour les gages attribuez aux Com- mis des Controleurs desdites Consignations, dont le fonds n'a esté fait par sa Majesté, bien qu'elle s'y fust obligée par le sixième article dudit Traitté.

Comme aussi de la somme de trois cens mil liures, à cause du non-esta- blissement desdits Offices en Bretagne, & dans les lieux dépendans de l'a- pennage de mondit Seigneur le Duc d'Orléans qui en ont esté déchargez.

Et encores de la somme de trois cens mil liures pour les interets des aduances extraordinaires faites sur ledit Traitté, à cause de l'inexécution de la plus grande partie d'iceluy, à faute d'auoir esté verifié: Ce qui a fait qu'il reste entre les mains desdits creanciers pour la somme de dix-sept cens cinquante mil liures desdits Offices, le remboursement de laquelle ils ont droit de demander par le douzième article dudit Traitté, qui porte qu'à faute que lesdits Offices ne soient entierement vendus dans la fin de l'année 1640. il sera donné assignation au Traittant, de la somme à laquelle se montera la finance contenuë dans les quittances du Tresorier de l'Espargne, qu'il rapportera desdits Offices, sur les affaires par luy proposées.

En alloüant lesquelles reprises & remboursement demandez, il sera *Il est deu par sa* deu sur ce Traitté audit Sabathier, ou plustost à ses creanciers, vn mil- *Majesté sur ce* lion sept cens quatre-vingt neuf mil soixante seize liures, d'autant que la *Traitté, un mil-* recepte n'est que de six millions de liures, & la despense de sept millions *lion vij.c. iij.xx.* sept cens quatre-vingt neuf mil soixante seize liures. *ix. mil lxxvi. li-* *ures.*

Outre les sommes dont ledit Sabathier se charge en recepte, à cause des Traitez par luy faits au Conseil, sont employées diuerses autres som- mes dans son estat, desquelles sera faite icy mention.

Et premierement de la somme de quatre cens mil liures dont il fait re- *Taxe sur les* cepte, pour la Taxe faite sur les deux Offices de Tresoriers des Parties Ca- *Offices de Tres-* suelles, desquels il estoit pourueu, laquelle somme il a payée à la reserue *riers des Parties* du quart cy employé pour remise. *Casuelles.*

Il luy est deu par sa Majesté la somme de cent mil liures pour vn prest *Prest sur le* par luy fait sur le Traitté du Bureau d'Alençon, duquel il n'a pas esté rem- *Traitté du Bu-* boursé manque de fonds. *reau d'Alençon.*

*Vente desdits
Offices de Tresoriers
des Parties
Casuelles.*

Plus luy doit estre tenu compte de la somme de douze cens mil liures, entrez aux coffres de sa Majesté, par la vente desdits deux Offices de Tresoriers des Parties Casuelles.

*Vente de l'Office
de Tresorier
General des Pôts
& Chaussées.*

Luy doit pareillement estre tenu compte de la somme de cent cinquante mil liures, à laquelle l'Office de Tresorier general des Pôts & Chaussées a esté adiugé, de laquelle somme sa Majesté a aussi disposé, & ledit Sabathier a perdu quatre-vingt mil liures sur le prix dudit Office.

*Recepte & des-
pense du manie-
ment des deniers
des Pôts &
Chaussées.*

Fait aussi recepte ledit Sabathier de la somme de douze cens quatre-vingt seize mil quatre cens quatre-vingt six liures, à quoy montoit en l'année 1640. le fonds desdits Pôts & Chaussées, lequel il deuoit recevoir sous le nom de Maistre Iean Bernard son nepveu, pourueu de l'Office de Tresorier general d'iceux Pôts & Chaussées.

Fait despesse de semblable somme, à cause que les charges par luy acquittées sur lesdits Pôts & Chaussées sont pareilles à ladite recepte, en ce compris trois cens soixante mil liures pour les nonuallieurs qui se sont trouuées au recouurement dudit fonds.

*Recepte à cause
des rentes qu'il
estoit obligé de
fournir par ses
Traitez.*

Fait recepte finalement ledit Sabathier de la somme de quatorze cens trente-cinq mil cinq cens cinquante-deux liures, pour le principal de trois cens cinquante-huict mil cent quatre-vingt huict liures de rente sur le pied du denier quatre, lesquelles rentes il deuoit fournir à l'Espargne à cause de tous seldits Traitez.

Recepte totale.

LA recepte entiere cõtenuë audit estat présenté, se monte sans y com-
prendre le prest de neuf millions fait par ledit Sabathier, à cinquante-
vn million neuf cens cinquante-deux mil trois cens trente-huict liures,
& la despesse à soixante ~~sept~~ millions quatre cens quatre-vingt cinq mil
six cens quatre-vingt quinze liures treize sols. Partant est deu audit Sa-
bathier, ou plustost à ses creanciers, ~~vingt millions quatre cens quatre-~~
~~vingt cinq mil six cens quatre-vingt quinze liures treize sols.~~

*Despesse totale.
Deu audit Sa-
bathier ou à ses
creanciers par le
Roy, xvi. millions
iiij. c. iiij. xx. v.
mil vi. c. iiij. xx.
xv. li. xiiij. sols.*

Lesdits creanciers estiment auoir nettement prouué ce qu'ils ont ad-
uancé au commencement de ce discours: sçauoir, que par le moyen des
Traitez faits par ledit Sabathier, il est entré des sommes immenses & in-
croyables aux coffres de sa Majesté, sans diminuer en rien le fonds ordi-
naire de ses finances, & sans que dans le desordre des affaires dudit Saba-
thier le Roy soit demeuré interessé, au contraire il a esté iustifié que sa
Majesté s'en est preualuë de plus de huict millions de liures sur vn seul
Traitté, qui est celuy des Receueurs particuliers, & de la confirmation
d'heredité.

C'est ce qui leur donne à present l'assurance de demander au Conseil
la Iustice dont iouissent ceux qui ont l'honneur d'y faire des Traitez, la-
quelle consiste en l'execution d'iceux: en quoy ils pensent estre d'autant
mieux fondez, que cette execution ne leur apporte pas vne augmenta-
tion de biens, mais les tire seulement de la misere où ils sont reduits: Et
que d'ailleurs il est certain qu'il n'y a pas vn article couché dans la despen-
se de l'estat présenté, qui ne fust alloüé à tout autre Traittant: Et que si
l'on examinait les Traitez qui ont esté faits au Conseil, depuis que ledit

Sabathier a cessé d'en entreprendre, ils'en trouueroit beaucoup qui ont produit aux Traitans de plus grands aduantages que ceux qui reuiennent audit Sabathier de l'execution des siens, & s'en rencontreroit peu dont sa Majesté ait tiré de si grands & si presens secours. Apres quoy, se peut-il, ou se doit-il faire, que pource que ledit Sabathier a eu incomparablement plus de passion & de zele pour les interets du Roy, que pour les siens: il soit, ou plustost deux cens pauvres familles, à iamais dans la mendicité; & qu'apres la perte totale des biens, ils demeurent encores priuez de la liberté, qui est la suite inéuitable de cette sorte de malheurs? Ils esperent toute autre chose de la Iustice & de la bonté du Roy, & de Nosseigneurs de son Conseil: Et que, puis que par le reestablishement de tant d'affligez, sa Majesté peut releuer le credit des gens d'affaires; Elle aura agreable, comme lesdits Offices de Receueurs particuliers des Tailles en chacune Paroisse, ont esté supprimez par vn Arrest de son Conseil, de les faire reuiure par vn autre, & ordonner qu'ils leur seront distribuez par les Sieurs Commissaires deputez à la liquidation des debtes dudit Sabathier. Quoy faisant, sadite Majesté rendra l'honneur, les biens & la liberté à vn grand nombre d'honnestes gens, qui ne craindront plus de les employer pour son seruice, voyant avec combien de Iustice elle leur aura conserué: Et ils prieront à iamais Dieu pour la manutention de son Estat & augmentation de ses victoires.

	Recepte.	Despense.
Officiers de la Compagnie de Gens-d'armes.	508800-----	515831-13
Receueurs des Tailles de Languedoc.	310000-----	325677
Receueurs Particuliers des Paroisses, & confirmation d'heredité. ...	24000000-----	36338830
Syndics.	2000000-----	2899427
Payeurs des Rentes.	935000-----	771226
Imposts & billots.	3900000-----	3900000
Tresoriers de France.	1276500-----	1447561
Pour la descharge du Prest des Elections.	9890000-----	9351581
Consignations, & Commissaires des Saisies reelles.	6000000-----	7789076
Taxes sur les Parties Casuelles...	400000-----	400000
Pour Rentes.	1435552	
Ponts & Chaussées.	1296486-----	1296486
	<u>51952338</u>	<u>Autre Despense,</u>

Prest d'Alençon. 100000
 Vente des charges
 des Parties Casuelles. 1200000
 Vente des Ponts &
 Chaussées. 150000

66485695-----13



